

Communiqué

Coup de chaud sur les tarifs du gaz et de l'électricité : Un mauvais coup supplémentaire contre le pouvoir d'achat.


Le gouvernement a annoncé ce jour une augmentation substantielle du prix du gaz (+5%) et de l'électricité (+2%), applicable dès la mi-août. Si on ne s'étonne plus du cynisme consistant à mettre en œuvre des mesures impopulaires au cœur de l'été, on peut en revanche s'interroger sur les motivations de cette décision gouvernementale qui cède aux pressions des entreprises concernées, en dépit des tensions persistantes sur le pouvoir d'achat des ménages. Et ce n'est pas parce que la hausse est moins forte que l'évolution exorbitante réclamée par les fournisseurs d'énergie, ce que ne manqueront pas de souligner ces derniers, que le coup porté est moins rude.

Au moment où le gouvernement s'offre une campagne de communication inutile et coûteuse sur le thème du pouvoir d'achat sur les ondes et les écrans, FORCE OUVRIERE s'étonne que, dans des secteurs où l'Etat conserve pourtant une autorité sur des tarifs réglementés, autrement dit le pouvoir de blocage des prix, le choix soit fait d'alourdir la facture énergétique des ménages. Par ailleurs, l'annonce concomitante d'un élargissement des tarifs allégés ne doit pas masquer le fait que ces mesures seront financées par l'ensemble des consommateurs...

De fait, cette décision est à rapprocher de la privatisation accélérée des deux groupes et de leurs actualités respectives. D'un côté, EDF poursuit sa quête d'acquisitions à travers le monde et de l'autre GDF, après son mariage avec Suez, s'inscrit désormais dans une logique de rentabilité actionnariale. Pour FO, ces évolutions confirment la dérive libérale qui privilégie les exigences du marché au détriment des consommateurs et de la pérennité du service public de l'énergie.

Paris, le 7 août 2008

Marie-Suzie PUNGIER

 : 01.40.52.84.45